

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 15/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUD OUEST ALIMENT SAS

Route de Dax
40360 Pomarez

Références : DREAL/2026D/1627
Code AIOT : 0005201784

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement SUD OUEST ALIMENT SAS implanté Route de Dax 40360 Pomarez. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUD OUEST ALIMENT SAS

- Route de Dax 40360 Pomarez
- Code AIOT : 0005201784
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site produit environ 10 000 tonnes de produits alimentaires pour animaux par an. Ces produits animaux (farine, miettes, granulés, etc.) sont fabriqués à partir de macro-nutriments (céréales, oléagineux, fibres, protéagineux, etc.) et de micro-nutriments majoritairement minéraux. Les produits finis sont ensuite expédiés en vrac ou conditionnés en sac, big-bag ou cartons. Le site est équipé de différentes cellules de stockage de matières premières et de produits sortants et d'une ligne de granulation avec presse à vapeur.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks de produits chimiques est consultable en temps réel via l'outil de gestion dédié. L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de trois produits liquides présentant des mentions de dangers. Ces produits disposaient de leur FDS à jour. Ils étaient stockés sur des dispositifs de rétention adaptés et les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à leur manipulation étaient disponibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...] <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les FDS des produits présents sur site sont accessibles dans le logiciel Nomeref, qui est un logiciel de gestion des produits. Pour chaque produit utilisé sur le site, qu'il soit solide ou liquide, en vrac ou en bidon, le logiciel indique les quantités disponibles sur le site ainsi que les caractéristiques du produit (inflammable, combustible, etc.) et les mentions de danger associées. Un lien vers les FDS est également disponible dans le logiciel. Les opérateurs ont accès aux FDS depuis un ordinateur situé dans la salle de contrôle. L'inspection a vérifié par sondage les FDS de trois produits liquides présentant des mentions de dangers : Kem Wet, le chlorure de choline et le piment jaune. Les FDS de ces produits sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2023, 2022 et 2023. Lors de l'inspection, quelques erreurs dans la catégorisation des produits ont été constatées. Certains produits indiqués comme liquides sont en réalité stockés sous forme solide. L'exploitant a indiqué corriger ces erreurs et vérifier l'exactitude des informations renseignées dans le logiciel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]
Constats : Chaque opérateur dispose de ses propres EPI (gants, tenue, chaussures, masques, etc.). Au poste « verse en sac », lors du lancement d'une fabrication, lorsque l'opérateur valide les produits à utiliser, l'ordinateur rappelle les EPI à porter.

<p>Le poste est également équipé du matériel nécessaire pour la réalisation des premiers soins. Par ailleurs, une formation relative aux produits chimiques est dispensée aux opérateurs tous les cinq ans, ainsi qu'à chaque nouvel arrivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'ensemble des produits utilisés, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. Cette rétention est dimensionnée pour accueillir l'ensemble des volumes des produits stockés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun produit incompatible stocké dans une rétention commune n'a été identifié sur le site le jour de l'inspection. Les produits étant utilisés au sein d'une chaîne de fabrication et directement raccordés à celle-ci, cette organisation limite également le risque de présence de produits incompatibles à proximité les uns des autres au sein d'une même rétention.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
--

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Un logiciel usine, ALIA, est utilisé pour la gestion en temps réel des stocks de matières premières et de produits finis. Il est accessible à l'ensemble des agents du site et permet notamment de définir la composition de chaque produit. La gestion des clients et des stocks est réalisée via le logiciel SAP.

Par ailleurs, le logiciel Nomeref répertorie l'ensemble des produits présents sur le site comportant des mentions de danger (voir constat 1). Il récupère notamment dans le logiciel SAP les informations relatives aux produits, en particulier la composition de chaque produit fini, et permet la mise à jour des stocks présents sur le site. L'accès au logiciel Nomeref est réservé à l'agent responsable de la qualité et de la qualité, l'hygiène, la sécurité et l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite
